



# Synthèse de résultats 2019 relative à la Nouvelle-Calédonie

Chaque année, dans le cadre de l'exercice annuel de présentation des résultats faisant intervenir l'ensemble de l'Organisation, la Communauté du Pacifique (CPS) s'emploie à recueillir les résultats obtenus au sein de chacun de ses États et Territoires membres, ainsi qu'à l'échelon régional.

Pour l'année 2019, on recense ainsi à l'échelle de l'Organisation 442 résultats participant à la réalisation des objectifs de développement de la CPS. Parmi ces résultats, 1 concerne spécifiquement la Nouvelle-Calédonie, et 21 autres ont bénéficié à plusieurs États ou Territoires, dont la Nouvelle-Calédonie.

**22**  **RÉSULTATS AU TOTAL**



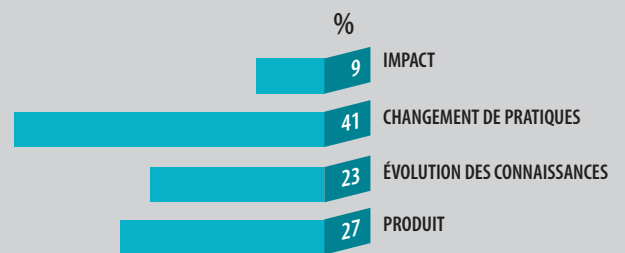
**1** propre au Territoire

**21** résultats dont ont bénéficié plusieurs États/Territoires\*



\*Les résultats se rapportant à plus de 10 États et Territoires insulaires océaniques sont présentés dans la Synthèse de résultats 2019 à l'échelon régional.

## Résultats par type de changement

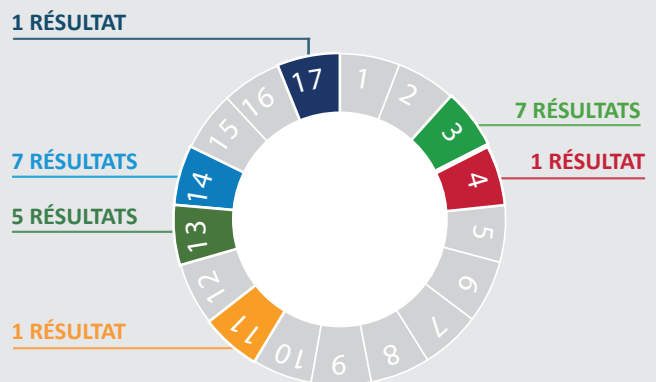


## Contribution de la CPS à la réalisation des objectifs de développement durable

En 2019, la CPS a continué de jouer un rôle essentiel dans la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD) en Océanie, en travaillant avec ses pays membres à l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à la préparation des rapports correspondants.

En Nouvelle-Calédonie, les résultats obtenus ont contribué à 6 des 17 ODD, pour l'essentiel aux ODD suivants :

- ☞ ODD 3 : Bonne santé et bien-être
- ☞ ODD 14 : Vie aquatique
- ☞ ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques



## Zoom sur les réalisations



### Diffuser les enseignements tirés des actions relatives à la résilience climatique : le projet RESCCUE



#### CIBLE 13.1

Des résultats durables au profit des personnes, des institutions publiques, des bailleurs et des organisations de la société civile. Pour plus d'informations, voir les zooms sur les réalisations suivants : « Création du plus grand parc marin des Fidji à l'aide d'une méthode de financement innovante »<sup>1</sup> ; « Autonomiser les tribus et renforcer la résilience dans la province Nord de la Nouvelle-Calédonie »<sup>2</sup>.

La CPS a collecté et diffusé un riche éventail d'enseignements sur la gestion intégrée des zones côtières – utilisée comme outil de renforcement de la résilience au changement climatique – au cours des cinq années durant lesquelles des activités ont été menées dans le cadre du projet RESCCUE. Ces nombreux enseignements ont été retranscrits dans des notes d'orientation qui dressent la synthèse de plus d'une centaine de rapports techniques, ainsi que sous forme de vidéos, tous disponibles en ligne.

#### Contexte



Mis en œuvre entre 2014 et 2019, le projet RESCCUE visait à accroître la résilience des pays océaniques face au changement climatique. Axé sur la gestion intégrée des zones côtières, il se déclinait en sept projets pilotes menés dans quatre États et Territoires insulaires océaniques – Fidji, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Vanuatu. Le projet s'est démarqué par les approches innovantes qu'il a expérimentées et utilisées en synergie, en proposant par exemple des solutions fondées sur la nature combinées à des mécanismes financiers.

Dès le départ, la CPS a mis fortement l'accent sur la collecte et la diffusion périodiques des enseignements tirés dans le réseau des partenaires du projet, afin de bâtir un socle de connaissances, d'en permettre l'appropriation et de promouvoir le réinvestissement futur de ce capital. Ces enseignements ont été recueillis et diffusés tout au long du projet, à l'aide d'un processus ascendant mettant à contribution tous les partenaires et parties prenantes. Au cours de la dernière année, un exercice de capitalisation a été entrepris afin de rassembler toutes les leçons apprises dans le cadre de RESCCUE à des fins de large diffusion et de sensibilisation.

1. Rapport de résultats 2018 de la Communauté du Pacifique, pp. 54–56.

2. Rapport de résultats 2016 de la Communauté du Pacifique, pp. 45–46.

## Processus de changement

En 2019, au cours de la dernière année du projet, tous les partenaires ont été contactés dans le cadre d'une enquête en ligne destinée à compiler des informations détaillées sur les expériences et enseignements tirés par chacun. La CPS a ensuite rassemblé et largement diffusé les données à l'occasion de plus d'une vingtaine de réunions tenues dans la région et au-delà. Elle a notamment organisé :

- des conférences techniques,
- des réunions bilatérales avec les principaux partenaires au sein des gouvernements,
- des ateliers de capitalisation dans chaque pays océanien participant, où les représentants locaux, les partenaires techniques et publics et les bailleurs ont été invités,
- des réunions informelles où de petits groupes ciblés ont pu partager leur expérience, et
- un atelier régional tenu à la CPS pour partager et croiser les leçons apprises des projets pilotes et dégager des enseignements plus globaux.

Ces nombreux enseignements sont retranscrits dans 12 notes d'orientation qui dressent la synthèse de plus d'une centaine de rapports techniques, ainsi que sous forme de vidéos, tous disponibles sur le site Web du projet RESCCUE<sup>3</sup>.

## Résultats et impact

Ce processus de capitalisation s'est révélé très efficace pour dégager les principales leçons qui ressortent des cinq années de mise en œuvre. De nombreux enseignements contextualisés et techniques ont pu être tirés des différents projets pilotes.

L'un des principaux enseignements du projet RESCCUE concerne l'opposition entre « solutions fondées sur la nature » et « solutions dures » face au changement climatique. Ces deux approches mettent en jeu des processus sociaux extrêmement différents. Les solutions dures relèvent essentiellement d'une approche d'ingénieur, qui se traduit généralement par la contractualisation de prestataires extérieurs. Les solutions fondées sur la nature sont en revanche largement mises en œuvre par les populations concernées, dans une logique où la dimension technique compte moins que le processus de mobilisation sociale, ce qui favorise inévitablement une appropriation locale plus forte du projet. Dans le contexte insulaire océanien, marqué par le poids de l'économie de subsistance, l'isolement géographique, l'importance de la tradition et des liens coutumiers et communautaires, les solutions fondées sur la nature sont souvent plus adaptées. Le projet a aussi permis de dégager des enseignements sur les instruments financiers les plus efficaces utilisés pour la mobilisation de financements supplémentaires et durables au profit de la gestion des zones côtières ou pour l'obtention d'effets positifs sur l'environnement par le biais de transferts monétaires incitatifs entre les parties prenantes. Des efforts ont été déployés pour partager les leçons apprises avec les groupes de parties prenantes concernés susceptibles de les assimiler et de les mettre en pratique.

Des enseignements plus globaux ont aussi été recueillis et diffusés à des groupes élargis, dans l'espoir d'éclairer les projets à venir, par exemple sur les stratégies permettant de promouvoir l'appropriation nationale et locale ou de pérenniser l'impact des initiatives.



Participants à l'atelier régional de capitalisation du projet RESCCUE organisé à Nouméa (Nouvelle-Calédonie).

3. <https://resccue.spc.int/fr>

L'approche de diffusion présentait un bon rapport coût-efficacité. Ce sont plusieurs centaines d'acteurs qui ont été touchés directement par les restitutions des leçons apprises, tandis que de nombreuses autres parties prenantes en ont bénéficié (et en bénéficient encore) de manière indirecte grâce aux outils de connaissance générés, tels que les publications scientifiques, les notes d'orientation, les vidéos et le contenu publié sur les réseaux sociaux. Parmi ces acteurs, citons les agences de développement, les gouvernements nationaux et locaux, les ONG locales et internationales, ainsi que les organisations scientifiques et les instituts de recherche.

## Enseignements tirés

Les nombreuses réunions informelles en petit comité et réunions bilatérales tenues au cours de la dernière année du projet se sont révélées extrêmement efficaces pour assurer le transfert direct de connaissances à destination de certaines parties prenantes clés, dont des décideurs, et promouvoir le recours aux données factuelles recueillies. Quoique chronophages, ces réunions ont été très utiles pour diffuser des messages ciblés.


---

*Division : Programme durabilité environnementale et changement climatique*




*Bailleurs de fonds : Gouvernement de la France et Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)*

---

# Synthèse de résultats 2019 relative à la Nouvelle-Calédonie


Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS	États et Territoires insulaires océaniques
 <p>Division santé publique</p>	<p>Objectif de développement 7 : Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) et l'insécurité alimentaire</p> <p>Les États et Territoires insulaires océaniques ont mis sur pied ou renforcé des comités nationaux plurisectoriels de lutte contre les MNT et/ou des initiatives nationales dans ce domaine sous l'égide de ministres, de députés ou de hauts fonctionnaires.</p>	<p>Renforcement, dans 5 pays océaniques, des initiatives liées aux maladies non transmissibles (MNT), sous l'égide des ministères ou des hauts fonctionnaires.</p>	<p>La Division santé publique a veillé à ce que les MNT et l'obésité infantile figurent parmi les priorités à traiter lors des principales réunions ministérielles nationales et régionales : 1) elle a préparé et présenté des documents sur les avancées de la feuille de route sur les MNT et l'Alliance MANA, ainsi que sur l'obésité infantile et le Cadre législatif océanique lors de la Conférence des ministres de l'Economie des pays membres du Forum, de la réunion des directeurs de la santé, de la réunion des ministres océaniques de la Santé, de la réunion de haut niveau sur le développement de la petite enfance, de la réunion du Secrétaire général du Forum et de la réunion du réseau océanique de recherche, et 2) elle a préparé et présenté des interventions sur les MNT à l'échelon national.</p> <p>La Division a organisé des réunions de sensibilisation en faveur de l'intégration des stratégies de lutte contre le MNT et l'obésité infantile aux ODD nationaux : 1) réalisé dans le cadre de l'atelier sur les MNT et de la réunion de la société civile à l'échelon national.</p>	<p>États fédérés de Micronésie, <b>Nouvelle-Calédonie</b>, Polynésie française, Îles Salomon, Wallis et Futuna</p>
<p>Santé publique</p>	<p>Objectif de développement 7 : Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire</p> <p>Les États et Territoires insulaires océaniques mettent en œuvre leur plan plurisectoriel de lutte contre les MNT en collaboration avec les parties prenantes.</p>	<p>Mise en œuvre, ou renforcement de la mise en œuvre, des plans de lutte contre les MNT dans 6 pays océaniques, en collaboration avec les parties prenantes (exemple : conception et mise en œuvre d'une stratégie plurisectorielle de lutte contre le diabète aux Tonga).</p>	<p>La Division a mis sur pied un plan national plurisectoriel et un plan relative à l'Alliance pour le bien-être et la lutte contre les MNT pour les Îles Salomon, et assure un soutien constant à leur mise en œuvre.</p> <p>La Division a soutenu l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale plurisectorielle de lutte contre le diabète aux Tonga.</p> <p>La Division a soutenu le renforcement des plans plurisectoriels de lutte contre les MNT et leur mise en œuvre en Nouvelle-Calédonie, à Wallis et Futuna, en Polynésie française et à Tuvalu.</p>	<p><b>Nouvelle-Calédonie</b>, Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Wallis et Futuna</p>

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS	États et Territoires insulaires océaniques
Santé publique	<p>Objectif de développement 7 : Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire</p> <p>Les participants aux formations déclarent ou montrent que les formations aux MNT leur ont permis d'améliorer leurs connaissances et leurs compétences.</p>	<p>Renforcement des connaissances et des compétences constaté par plus de 90 % des participants à la formation consacrée à la jeunesse et aux MNT.</p>	<p>La Division a organisé et financé, entièrement ou partiellement, des formations sur la jeunesse et les MNT.</p>	<p>Îles Cook, Fidji, <b>Nouvelle-Calédonie</b>, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Vanuatu, Wallis et Futuna</p>
Santé publique	<p>Objectif de développement 7 : Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire</p> <p>Volonté politique renforcée et meilleure prise en main des interventions aux échelons national et régional.</p>	<p>Présentation d'articles et d'exposés sur les MNT, et débats autour de ces derniers, dans 5 pays océaniques afin de renforcer la volonté politique et l'appropriation des enjeux relatifs aux MNT au niveau national.</p>	<p>La Division a préparé et présenté des documents sur les avancées de la feuille de route sur les MNT et l'Alliance MANA, ainsi que sur l'obésité infantile et le Cadre législatif océanien dans les 5 pays océaniques.</p>	<p>États fédérés de Micronésie, <b>Nouvelle-Calédonie</b>, Polynésie française, Îles Salomon, Tuvalu</p>
Santé publique	<p>Objectif de développement 7 : Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire</p> <p>Les États et Territoires insulaires océaniques appliquent les connaissances et compétences acquises lors des activités de renforcement des capacités soutenues par la CPS, ou utilisent les ressources fournies par la CPS pour renforcer leurs interventions relatives aux MNT.</p>	<p>Mise en place/renforcement des interventions relatives aux MNT dans 9 pays océaniques, notamment par des campagnes de sensibilisation (Journée mondiale sans tabac, Journée mondiale du diabète), la CPS fournissant du personnel formé et des ressources. Le traitement et la prise en charge du diabète en milieu hospitalier ont également été améliorés.</p>	<p>La Division a soutenu des actions de sensibilisation lors d'événements ou de campagnes en lien avec les MNT, par exemple la Journée mondiale sans tabac ou la Journée mondiale du diabète.</p> <p>La Division a soutenu la mise en œuvre de mesures de lutte contre les facteurs de risque liés aux MNT aux niveaux national et infranational.</p>	<p>Îles Marshall, Nauru, <b>Nouvelle-Calédonie</b>, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Tokelau, Tuvalu, Wallis et Futuna</p>
Santé publique	<p>Objectif de développement 7 : Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire</p> <p>Les États et Territoires insulaires océaniques ont accès aux résultats de recherche pertinents.</p>	<p>Lancement ou poursuite de 3 projets collaboratifs de recherche opérationnelle, dont les conclusions ont été utilisées pour orienter les actions réalisées (enquête sur la santé à l'école aux Îles Marshall, étude sur l'obésité infantile aux Fidji et à Wallis et Futuna, enquête sur l'allaitement en Nouvelle-Calédonie).</p>	<p>La Division a fourni une assistance technique (tant pour le volet recherche que pour les interventions) au projet de recherche « Des enfants en bonne santé pour l'avenir de nos îles » aux Fidji et à Wallis et Futuna.</p> <p>La Division a fourni une assistance technique (analyse de données et présentation des résultats) à l'enquête sur la santé à l'école aux Îles Marshall et à l'enquête sur l'allaitement en Nouvelle-Calédonie.</p>	<p>Fidji, Îles Marshall, <b>Nouvelle-Calédonie</b>, Wallis et Futuna</p>


Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS	États et Territoires insulaires océaniques
Santé publique	Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale Renforcement des capacités de surveillance au niveau national.	Réalisation, par 9 pays océaniques, d'autoévaluations des besoins dans le cadre de la conception du manuel de lutte antivectorielle en Océanie.	Réalisation d'une évaluation rapide des besoins pour 9 des 11 pays océaniques ayant participé à l'atelier de conception du manuel de lutte antivectorielle en Océanie.	Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, <b>Nouvelle-Calédonie</b> , Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu
 Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Objectif de développement 9 : Améliorer la qualité de l'éducation Davantage de ministères de l'Éducation mettent en œuvre et administrent des systèmes d'information pour la gestion de l'éducation.	<b>ODD 4 : Éducation de qualité</b> Participation de 105 personnes issues de 6 pays océaniques à l'atelier sous-régional sur l'évaluation des données relatives à l'éducation à l'appui de la prise de décision, en réaction à la demande croissante de soutien dans ce domaine.	La CPS poursuit son action de renforcement des capacités d'évaluation des données relatives à l'éducation à l'appui de la prise de décision. Un atelier sous-régional sur l'évaluation des données relatives à la prise de décision a été organisé à Vanuatu au mois de novembre.	Fidji, Kiribati, <b>Nouvelle-Calédonie</b> , Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu
 Division géosciences, énergie et services maritimes	Objectif de développement 3 : Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique Les pays océaniques reçoivent une assistance technique en vue d'améliorer la gestion des ressources minérales et l'efficacité énergétique, ainsi que de renforcer le secteur des énergies renouvelables et durables.	<b>ODD 11 : Villes et communautés durables</b> Installation de bouées houlographes pour les services météorologiques, à l'appui de l'élaboration d'un modèle d'inondations à petite échelle, afin d'enregistrer la houle en temps réel et de permettre l'émission de bulletins d'alerte à destination des populations locales.	Installation de bouées houlographes pour les services météorologiques des Fidji et de Nouvelle-Calédonie. Il s'agit des premières données en temps réel pour l'Océanie (hors Territoires des États-Unis) depuis les projets d'installation temporaire. Ces données permettront à un modèle d'inondations à petite échelle d'enregistrer la houle en temps réel et d'émettre des bulletins d'alerte à destination des populations locales.	Fidji, <b>Nouvelle-Calédonie</b>
 Programme durabilité environnementale et changement climatique	Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles Une preuve de la résilience intégrée est apportée.	<b>ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques</b> Mise au point, par trois pays et territoires d'outre-mer français, de plans d'action dans les domaines de la pêche côtière et de la noix de coco lors de deux ateliers régionaux organisés à Wallis et Futuna et en Polynésie française dans le cadre du projet PROTEGE.	La CPS a organisé une exposition itinérante internationale, publié de nombreux documents sur les enseignements tirés, réalisé plus de 20 courtes vidéos et assuré une forte présence sur les réseaux sociaux.	Fidji, <b>Nouvelle-Calédonie</b> , Polynésie française, Vanuatu, région

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS	États et Territoires insulaires océaniques
Programme durabilité environnementale et changement climatique	Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles Une preuve de la résilience intégrée est apportée.	Mise en œuvre de 8 mécanismes économiques et financiers innovants par les partenaires du projet RESCCUE pour soutenir la résilience intégrée.	RESCCUE a évalué la faisabilité de 50 mécanismes et a sélectionné les plus prometteurs en vue de leur mise en œuvre par les partenaires du projet.	Fidji, <b>Nouvelle-Calédonie</b> , Polynésie française, Vanuatu
Programme durabilité environnementale et changement climatique	Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles Une preuve de la résilience intégrée est apportée.	Les résultats finaux du projet RESCCUE démontrent, à partir de plusieurs interventions réalisées sur 7 sites pilotes, le renforcement de la résilience de la filière de la pêche côtière, de la perliculture, de l'agriculture durable et de la gestion des ressources en eau et des bassins versants.	Réduire les pressions non climatiques afin d'accroître la résilience des écosystèmes et des activités économiques, qui dépendent pour la plupart directement de services écosystémiques (RESCCUE).	Fidji, <b>Nouvelle-Calédonie</b> , Polynésie française, Vanuatu
Programme durabilité environnementale et changement climatique	Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles Une preuve de la résilience intégrée est apportée.	Les résultats finaux du projet RESCCUE attestent de la viabilité des mécanismes de gouvernance mis en place sur 7 sites pilotes de 4 pays océaniques afin de gérer des plans de gestion intégrée des zones côtières tenant explicitement compte du climat ainsi que la résilience (les procédures et outils de gouvernance sont conçus pour confier aux États et aux Territoires l'entière maîtrise de la gestion intégrée des zones côtières).	L'équipe RESCCUE a élaboré et mis en œuvre des plans de gestion intégrée des zones côtières tenant explicitement compte du climat, et a institué ou renforcé des processus participatifs. Les plans et processus ont été soutenus par des mécanismes économiques et financiers innovants.	Fidji, <b>Nouvelle-Calédonie</b> , Polynésie française, Vanuatu
Programme durabilité environnementale et changement climatique	Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles Une preuve de la résilience intégrée est apportée.	Diffusion à grande échelle, en Océanie comme à l'international, des enseignements tirés des projets de résilience intégrés menés dans le cadre de RESCCUE.	Des plans d'action ont été élaborés en 2019 pour les PTOM dans les domaines de la pêche côtière et de la noix de coco. Plus de 50 activités ont été mises en place au bénéfice de la gestion durable des ressources naturelles dans les PTOM (PROTEGE). La gouvernance du projet PROTEGE est en place, de même que les modalités et l'architecture de sa mise en œuvre, les processus et procédures de suivi et de planification, la stratégie et les outils de communication, la collaboration avec les divisions de la CPS et les modalités de fonctionnement avec les Territoires bénéficiaires.	<b>Nouvelle-Calédonie</b> , Polynésie française, Wallis et Futuna



Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS	États et Territoires insulaires océaniques
	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Mettre au point des systèmes, des outils et des services de soutien pour la collecte, la gestion et la déclaration normalisées des données.</p>	<p>En 2019, 16 pays océaniques ont remis la première partie de leur rapport à la WCPFC avant la date butoir, fixée au 13 juillet. Seul un pays n'a pas transmis son rapport dans les délais impartis. Ces résultats confirment la tendance à l'amélioration observée depuis 2018.</p>		<p>Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, <b>Nouvelle-Calédonie</b>, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna</p>
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Mettre au point des systèmes, des outils et des services de soutien pour la collecte, la gestion et la déclaration normalisées des données.</p>	<p>Rapports électroniques utilisés pour 100 % des palangriers, à l'aide de l'application OnBoard mise au point par la CPS.</p>		<b>Nouvelle-Calédonie</b>
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Assurer un appui technique et analytique à l'aquaculture afin de soutenir la production et la viabilité économique.</p>	<p>Assistance à 17 entreprises de 8 pays océaniques, à savoir 15 entreprises en nom collectif et 2 associations d'aquaculteurs, au titre d'un accord de subvention conclu avec la CPS. Trois d'entre elles, The Crab Company (Fidji) pour la crevette, Tahiti Marine Aquaculture (bénéfiter) et Biota Inc. à Palau (capture en plongée profonde de géniteurs de poissons d'aquariophilie), ont reçu une formation sur site axée sur l'amélioration des modes opératoires et des procédés de production. La formation a débouché sur l'élaboration de trois procédures opérationnelles normalisées.</p>		Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, <b>Nouvelle-Calédonie</b> , Polynésie française, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Améliorer la gestion des risques en matière de biosécurité aquatique.</p>	<p>Tous les pays se sont acquittés dans les délais impartis de leurs obligations de notification des maladies aquatiques à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), contribuant ainsi à la surveillance des animaux aquatiques.</p>		Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, <b>Nouvelle-Calédonie</b> , Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Samoa, Tonga, Vanuatu

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS	États et Territoires insulaires océaniques
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Mettre au point des systèmes, des outils et des services de soutien pour la collecte, la gestion et la déclaration normalisées des données.</p>	<p>Plus de 10 000 sorties de pêche chargées à l'aide de l'application de saisie de données Tails, pour un total de plus de 32 000 sorties chargées. Ce fort taux d'utilisation montre bien qu'un système sur tablette permet de relever le défi de la collecte de données sur la pêche à petite échelle en Océanie. Quatre ans après le premier journal de pêche sur Tails, 120 enquêteurs travaillent dans 10 États et Territoires insulaires océaniques, et ont recensé 485 espèces uniques, pour 871 034 kg de poissons. Ces données ont permis de prendre des décisions de gestion importantes, mais aussi de surveiller l'efficacité des DCP côtiers et de déclarer les captures de thonidés issues de la petite pêche à la WCPCF.</p>		<p>Îles Cook, Fidji, Nauru, Niue, <b>Nouvelle-Calédonie</b>, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu</p>
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Mettre au point des systèmes, des outils et des services de soutien pour la collecte, la gestion et la déclaration normalisées des données.</p>	<p>Poursuite du déploiement de l'application OnBoard, utilisée par 6 pays océaniques pour saisir 518 journaux de pêche (sorties) de 73 palangriers, ce qui favorise la normalisation de la collecte, de la gestion et de la présentation des données.</p>		<p>Îles Cook, Fidji, <b>Nouvelle-Calédonie</b>, Polynésie française, Samoa, Tonga</p>
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 9 : Améliorer la qualité de l'éducation</p> <p>Mettre au point et animer des formations professionnelles régionales dans le secteur de la pêche, et en assurer le contrôle qualité.</p>	<p>Formation de 229 personnes (dont 46 femmes) dans le cadre de programmes régionaux d'observation (Programme océanique d'observation des pêches).</p>	<p>Collaboration entre la CPS et d'autres pays océaniques dans le cadre du Programme régional d'observation.</p>	<p>Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, <b>Nouvelle-Calédonie</b>, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tuvalu, Vanuatu</p>

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS	États et Territoires insulaires océaniques
 <p>Division statistique pour le développement</p>	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Apporter un appui dans l'assurance qualité, le conditionnement et l'analyse des ensembles des données.</p>	<p><b>ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs</b></p> <p>Analyse des données ou soutien à l'analyse des données pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les enquêtes BCM à Niue et aux îles Cook (rapports sur la pauvreté en cours d'élaboration) ;</li> <li>les données sur l'emploi et la main-d'œuvre issues de 12 recensements (analyse préliminaire en cours) ;</li> <li>les données sur le handicap aux Tonga et au Samoa ;</li> <li>le rapport sur le mini-recensement de 2016 à Tuvalu (terminé) ;</li> <li>la mise à jour des projections démographiques dans tous les pays océaniques (résultats préliminaires terminés, analyse et outils de connaissance en préparation) ;</li> <li>les systèmes de registres et de statistiques de l'état civil (3 pays), l'encodage des causes de décès (2 pays), l'élaboration de rapports sur les statistiques de l'état civil (1 pays), les statistiques sur les entreprises (1 pays), les statistiques sur le commerce (4 pays), les comptes satellites du tourisme (1 pays) et les prix (4 pays).</li> </ul>	<p>Le consultant a terminé le rapport sur le recensement à Tuvalu et l'a remis au service national de la statistique de Tuvalu. D'autres analyses étaient en cours pendant l'année et se poursuivront en 2020. La Division a fourni une assistance technique ou a mandaté des consultants pour apporter un appui aux pays dans ces domaines.</p>	<p>Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, <b>Nouvelle-Calédonie</b>, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna</p>

\*Ce sont les équipes projet rendant compte de leurs résultats qui déterminent à quels ODD ceux-ci contribuent, dans le cadre de l'exercice annuel de présentation des résultats de la CPS.

## Autres produits relatifs aux résultats

Le présent document constitue l'un des produits élaborés par la CPS afin de rendre compte des résultats obtenus au cours de l'année 2019. Sont également disponibles :

Rapport de résultats 2019  
de la Communauté du  
Pacifique



Aperçu des résultats 2019  
de la Communauté du  
Pacifique



Synthèse de résultats  
2019 à l'échelon régional



Explorateur de résultats



Pour obtenir des exemplaires de ces documents, veuillez consulter le centre de documentation en ligne de la CPS ou vous adresser à l'équipe Stratégie, performance et amélioration continue (SPAC) de la CPS à l'adresse [spl@spc.int](mailto:spl@spc.int). Vous pouvez également contacter l'équipe SPAC si vous avez des suggestions d'amélioration ou si vous souhaitez signaler d'éventuelles erreurs dans le présent document.

© Communauté du Pacifique (CPS) 2020

Communauté du Pacifique B.P. D5 – 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie | +687 26 20 00 | [spc@spc.int](mailto:spc@spc.int) | [www.spc.int/fr](http://www.spc.int/fr)